

phoniques et les compagnies de transport aérien. Dans le secteur du commerce, des finances et des services commerciaux, les mises de fonds devraient s'accroître de plus de 20 p. 100. Le commerce de gros fait exception. Les dépenses prévues en 1973 par les maisons de gros sont inférieures à leur niveau exceptionnellement élevé de l'année précédente. Les projets d'investissements des services non commerciaux indiquent un accroissement de 3 p. 100 par rapport au total obtenu une année auparavant. Les dépenses des ministères devraient progresser de 9 p. 100 et largement compenser la baisse de 11 p. 100 pressentie au chapitre des dépenses des institutions, parce que la réduction des programmes de matériel didactique sera plus importante que l'expansion proposée des hôpitaux. Les autorités fédérales et municipales ont l'intention d'accroître leurs mises de fonds de 18 et 14 p. 100 respectivement en 1973, alors que les gouvernements provinciaux devraient s'en tenir à peu près aux niveaux de 1972.

Machinerie et construction

Les projets de dépenses de 1973 montrent que l'on accorde plus d'importance à l'acquisition de nouvelles machines, et généralement moins aux nouvelles constructions. Les dépenses que l'on prévoit consacrer aux machines et au matériel neufs ont augmenté au total d'environ 14 p. 100 cette année, proportion comparable à l'accroissement de 10 p. 100 enregistré en 1972. L'augmentation de moins de 6 p. 100 à prévoir en 1973 au chapitre des dépenses destinées aux nouvelles constructions représente un ralentissement par rapport à l'année dernière, où l'on avait réalisé des progrès de près de 8 p. 100. Ce ralentissement du taux de croissance est cependant entièrement attribuable à la stabilisation anticipée de l'activité dans la construction des maisons. En 1972, les dépenses consacrées aux nouvelles habitations avaient augmenté de 18 p. 100. Par contre, la construction d'immeubles non résidentiels devrait progresser d'environ 8 p. 100 en 1973, alors que la progression correspondante de l'année dernière avait été de 3 p. 100. Les travaux d'ingénierie sont également susceptibles d'augmenter d'environ 8 p. 100 en 1973.

Toutes les régions profitent de l'accroissement des dépenses prévues en 1973 dans le cadre des nouveaux projets d'immobilisations. Les gains sont de 12 p. 100 dans la région des Prairies, de 10 p. 100 au Québec, de 7 p. 100 en Ontario et en Colombie-Britannique (y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest) et de 6 p. 100 dans la région de l'Atlantique. A quelques exceptions près, la tendance générale est la même que celle de l'année dernière.

Le rapport publié conjointement par Statistique Canada et le ministère de l'Industrie et du Commerce souligne l'ampleur de l'accroissement des investissements prévu au secteur des affaires. L'augmentation rapide des dépenses de ce secteur représente une tendance latente à l'expansion économique qui se révèle supérieure à celle des cinq dernières années. L'accélération des dépenses que le secteur des affaires entend consacrer aux nouvelles installations de production — en particulier le regain enregistré dans la fabrication — renforcera l'infrastructure productrice du Canada dès cette année et maintiendra en même temps l'élan de la croissance industrielle dans un proche avenir.

Programme de stages parlementaires

Dix diplômés de l'université vont pouvoir passer un an à Ottawa, à titre de stagiaires parlementaires auprès de députés sans portefeuille à la Chambre des communes, grâce à une subvention qui sera accordée à l'Association canadienne de science politique par dix compagnies canadiennes d'assurance-vie.

Ce programme de stages fut conçu à l'origine en 1965, par M. Alf Hales, député de Wellington, et fut introduit, il y a quatre ans, par l'Association canadienne de science politique avec la coopération du président des Communes et des leaders des partis à la Chambre.

Le but de ce programme est triple. D'une part, il met à la disposition des députés sans portefeuille des assistants exécutifs extrêmement compétents. D'autre part, il donne aux diplômés de l'université l'occasion de compléter les connaissances théoriques qu'ils ont du Parlement par la

pratique du travail quotidien des députés. A la longue, les diplômés de ce programme devraient être mieux en mesure de servir de façon importante le secteur public canadien.

Les stagiaires sont rentrés récemment d'une visite de cinq jours à Washington, à l'invitation du secrétariat d'État des États-Unis; une visite réciproque à été prévue par le ministère des Affaires extérieures du Canada pour qu'un groupe des États-Unis visite Ottawa.

Ayant appris par les organes d'information que ce programme louable risquait de disparaître au terme de la subvention de la *Donner Canadian Foundation*, un certain nombre de responsables de dix compagnies canadiennes d'assurance-vie se sont réunis et ont décidé de prendre ce projet en charge. Ces compagnies se sont jointes pour allouer \$75,000 à l'Association canadienne de science politique afin d'appuyer ce programme continu, les dix stagiaires recevant chacun \$7,500.

Les dix compagnies sont les suivantes: La Compagnie d'assurance du Canada sur la vie, La Confédération, Compagnie d'assurance-vie, La Compagnie d'assurance-vie Crown, La Great-West, Compagnie d'assurance, L'Impériale, Compagnie d'assurance-vie, L'Industrielle, Compagnie d'assurance sur la vie, Compagnie d'assurance-vie London, La Compagnie d'assurance-vie Manufacturers, La Mutual Life, Compagnie d'assurance du Canada et la Compagnie d'assurance-vie North American.

Les anciens stagiaires ont fait bon usage de leur connaissance pratique. L'un est journaliste pour un journal de Montréal. Trois enseignent les Sciences politiques à l'Université du Manitoba, à l'Université de Moncton et à l'Université de McMaster à Hamilton. Un autre occupe le poste d'adjoint aux Recherches pour la Commission d'Enquête de l'Ontario sur la Législature, alors que d'autres occupent des postes à Ottawa auprès du Conseiller juridique, du chef de l'Opposition à la Chambre et du Centre parlementaire pour les Affaires et le Commerce étrangers.

Environ 300 particuliers sollicitent ce programme chaque année. Jusqu'à présent, les stagiaires qui ont été choisis viennent des huit provinces suivantes: Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec et Saskatchewan.